



27 février 2019

## Aucune barricade pour contrer la mission du dr Bazile



Dr Emilio Bazile et sr Brutus, psst



L'infirmière Rachel Blaquièrre

Il a été blessé. Il a pleuré. Il a bien cru que sa dernière heure était arrivée. La récente mission humanitaire du docteur Emilio Bazile en terre haïtienne au début de février lui a fait vivre l'enfer. À lui et aux membres de l'équipe canadienne qui l'accompagnaient, Dr Heather Dow et les infirmières Rachel Blaquièrre et Cathy Davies.

Le docteur Bazile dit avoir encore le goût de pleurer lorsqu'il évoque ce terrible moment où, prisonnier d'une des nombreuses barricades érigées sur la route du retour, leur véhicule bombardé de pierres lancées par des gens hurlant leur colère, il a lancé un appel de détresse à des membres de l'AQANU, ici au pays. «On fait quoi?, implorait-il. On est coincés!»

«Le support le plus important est venu de l'AQANU, dit le docteur Bazile, tenant à exprimer sa gratitude à l'endroit des gens de l'association dont il est le vice-président.

«Mes ailes et mes capacités se sont enrichies par l'AQANU», ajoute-t-il.

Ses «péripiétés», comme il les désigne, ont fait l'objet de reportages jusque dans les médias nationaux ameutés par la violence des manifestations du peuple haïtien à l'encontre d'un gouvernement dont il ne veut plus. «Et qui lui a d'ailleurs été imposé», souligne docteur Bazile.

Revenu chez lui à Ottawa où il réside depuis 37 ans, le psychiatre accepte de raconter à nouveau sa terrible équipée.

«Sortez-nous de là, on va mourir!»

Débarqué à Port-au-Prince le 30 janvier pour une énième mission médicale du Groupe d'études et d'actions civiques pour Haïti qu'il a cofondé et que préside son épouse Josette, il s'est d'abord attardé dans la capitale afin d'acheter des médicaments. Parce que pour ce volet santé du Groupe, l'objectif est d'aller à la rencontre des habitants de régions rurales.

De Saint-Louis-du-Sud où sa maison sert de point d'ancrage, l'équipe prend quotidiennement la route vers différentes sections. Elle dispense soins et enseignement. «L'éducation, c'est le pouvoir», affirme le médecin.

«En Haïti, les gens ne meurent jamais de mort naturelle, raconte-t-il. Il faut leur enseigner que le diabète et l'hypertension, par exemple, sont des maladies qui ne sont pas provoquées par de mauvais sorts qu'aurait pu leur jeter leur voisin. On leur enseigne que ces maladies peuvent être traitées par des médicaments disponibles sur le marché local. Et que, par contre, si elles ne sont pas traitées, elles sont mortelles.»



Réunions des membres de l'équipe

Ce genre de mission organisée deux fois par année grâce, entre autres, à la collaboration de médecins et d'infirmières amis du Nouveau-Brunswick s'étale habituellement sur une dizaine de jours. Elle nécessite une longue préparation et la collaboration d'une équipe sur le terrain où le pasteur, le curé, le maire, le député, le sénateur de chacune des régions appelées à accueillir les professionnels de la santé se mobilisent pour installer cette «clinique» ambulante.

Dès le 6 février, l'équipe s'est butée à des barricades élevées à l'arrondissement d'Aquin qu'ils ont dû contourner pour se rendre à destination. «On a pris la fuite après avoir été attaqués par des gens qui lançaient des bouteilles en verre sur la voiture. Il y avait du feu partout; toutes les rues étaient bloquées. Et au quartier général de la police, on ne pouvait rien faire pour nous protéger. On nous a dit qu'on ne disposait ni d'armes ni d'effectifs pour assurer notre sécurité.»

Appelé à la rescousse, c'est un agent de sécurité armé qui, à bord de sa voiture, leur a ouvert un chemin afin de retourner à Saint-Louis-du-Sud. «On avait pu voir 177 patients ce jour-là!»

Le 7 février, jour anniversaire de la chute du gouvernement des Duvalier il y a 33 ans et des deux ans du mandat présidentiel de Jovenel Moïse, le mouvement de protestation populaire a pris une ampleur nationale.

«C'est tout le pays qui était bloqué. La seule porte d'entrée en Haïti, c'est Port-au-Prince depuis que Duvalier a fermé tous les ports. De sorte qu'aucune marchandise ne pouvait entrer en Haïti.»

Pendant trois jours, l'équipe médicale a dû renoncer à ses sorties quotidiennes, recluse à la maison du docteur Bazile. «À bout de provisions, on a mangé du spaghetti trois fois par jour.»

Et il a fallu convenir du meilleur moyen pour regagner l'aéroport de Port-au-Prince. Après avoir écarté l'option d'un départ par hélicoptère à 2 000 \$ (US) par personne ou encore celle de prendre un petit avion en partant de la commune Les Cayes à 750 \$ pour deux personnes, le groupe a décidé de s'élancer sur la route le jeudi 14 février, pensant profiter d'une accalmie du mouvement de protestation.

C'était avant de savoir que l'annonce du président de se maintenir au pouvoir avait remis le feu aux poudres, attisant la vindicte populaire.

Jamais route n'a été si pénible pour le docteur Bazile, entre Saint-Louis-du-Sud et Port-au-Prince. Périlleuse, dangereuse et coûteuse. Parti le jeudi, le groupe a parcouru 220 kilomètres, d'Aquin jusqu'à Port-au-Prince, sur des routes bloquées par des barricades. À plusieurs reprises, il a pu les franchir, moyennant le versement de contributions de plusieurs centaines de dollars.

Ayant compris que les seuls véhicules «autorisés» à franchir les barrières étaient les ambulances, les deux voitures des Canadiens et de leurs collaborateurs haïtiens ont pu rouler pour quelque temps dans le «sillage» de l'une d'elles.

Mais la route restait semée d'embûches. À un certain moment, le chauffeur de la voiture où prenait place le médecin canadien s'est arrêté au beau milieu d'une barricade.

«Pendant quelques secondes qui m'ont paru une éternité, j'ai vu des gens s'approcher de la voiture et se mettre à nous lancer des pierres. L'une d'elles m'a frappé au cou. J'ai hurlé contre le chauffeur : «Sortez-nous de là, on va mourir!» Il y avait le feu de chaque côté de la voiture. Et pendant ces manifestations, je sais que les gens ont l'habitude de renverser les voitures et d'y mettre le feu.»

Terrorisés, exténués, les membres du groupe ont interrompu leur course pour se reposer chez un petit-cousin du médecin à Martissant, située à 15 kilomètres de l'aéroport, autre zone dangereuse en raison de la présence de gangs, spécifie Dr Bazile.

«Nous étions onze à reprendre la route. Nous avons décidé de louer une ambulance. On l'a trouvée et on s'est cotisé – on n'avait plus beaucoup d'argent – pour payer les 200 \$ (US) qu'on nous en demandait.»

Stéthoscope autour du cou pour bien afficher sa fonction, le docteur a pris place dans la voiture suivant de près l'ambulance louée pour se rendre enfin à l'aéroport. Il est rentré à Ottawa le samedi, soulagé, heureux d'être accueilli par les siens, son épouse, bien sûr et des membres de sa «famille» de l'AQANU.

### Retour au temps de l'esclavage

La violence de la foule est aveugle, convient le médecin. Mais elle n'est surtout pas haïtienne. «Cette violence est humaine. La faim est une violence infligée à l'humain, comme disait le cardinal Léger.»

Dr Bazile estime que son pays d'origine est retourné au temps de l'esclavage. «La population ne peut plus vivre, esclave de la faim et de la misère. Haïti ne produit pas grand-chose et le gouvernement n'a aucun programme pour stimuler l'économie. Il est le seul pays des Caraïbes encore sous-développé, où les gens n'ont ni eau potable ni électricité, travaillent encore avec une machette. La valeur de la gourde s'est effondrée depuis les années 1960 et le peuple haïtien n'a jamais pu profiter des millions du fonds PetroCaribe alors que de son côté, la République dominicaine a pu construire des kilomètres de routes et des hôpitaux.»

Ce qu'il a vécu récemment ne le décourage pourtant pas d'y retourner. Il considère qu'il est de son devoir, «plus que jamais», de contribuer à soulager un peu de la misère haïtienne. «C'est ma mission de remettre ce que j'ai reçu», insistant pour dire que sa longue formation en médecine, il l'a reçue gratuitement.

Pas plus tard que le 16 mars prochain, Emilio Bazile retourne en Haïti puisqu'il fait partie du conseil américain de l'International Child Care pour une rencontre avec le conseil haïtien à l'hôpital de Delmas. En juillet, avec des professionnels, membres de sa famille, tous volontaires, s'organise aussi, comme à l'habitude, sa mission estivale. Aucune barricade n'a encore réussi à contrer sa volonté de soigner, d'enseigner et de former des collaborateurs, ce qu'il fait également à l'hôpital universitaire de l'Asile en Haïti.

Hélène Ruel

P.S. : les photos ont été gracieusement fournies par Richard Blaquiere, père de l'infirmière Rachel.

Site WEB: [www.aqanu.org](http://www.aqanu.org) Facebook: <https://www.facebook.com/aqanupourhaiti>